



## Déclaration préalable Unsa Éducation

CHSCT-D du 8 avril 2021

Madame la Présidente,  
Mesdames et Messieurs les membres du CHSCT D,

Tout d'abord nous souhaitons vous remercier Mme la DASEN pour l'organisation de ce CHSCT-D exceptionnel suite à la demande commune des organisations syndicales représentatives. Il nous semblait essentiel de le tenir dès maintenant afin que les vacances soient vraiment la pause dont les personnels ont besoin. En effet, l'organisation de la reprise du 26 avril pour le premier degré et du 3 mai pour le second degré nécessite de l'anticipation. Face à cette pandémie imprévisible, c'est bien l'ensemble des scénarii qu'il nous faut prendre en compte aujourd'hui pour un retour au conditionnel des élèves en présentiel aux dates annoncées par le Président.

Attaché à la préservation autant que possible de la scolarité des élèves en présentiel, l'Unsa Education souhaite une fermeture limitée dans le temps si la situation sanitaire le permet. Dans cette perspective quelles mesures seront envisagées pour les collèges ? Hybridation, présentiel pour tous ou seulement en fonction des capacités d'accueil ? Des adaptations au protocole sont-elles à prévoir ?

La vaccination est un levier essentiel pour permettre un retour dans les écoles et les établissements plus serein et pour finir cette année dans les conditions les plus normales possibles. Les enseignants sont enfin reconnus comme des professionnels exposés. Il était temps ! Et qu'en est-il des AESH qui eux aussi travaillent quotidiennement au contact des enfants ? Des infirmières scolaires, des AED, des agents territoriaux ? C'est l'ensemble de la communauté éducative qui doit être considérée face à cette pandémie. Maintenant les personnels attendent des précisions suite aux annonces du Président. « Mi-fin avril », voilà une perspective assez vague mais qui sera vite arrivée. Et pour la mettre en œuvre encore faut-il que les vaccins soient disponibles et que la procédure pour faire vivre cet accès prioritaire soit établie et communiquée.

En amont de la mise en place de la vaccination, l'Unsa Education demande :

- que cet accès prioritaire ne se transforme pas en usine à gaz administrative,
- que la confidentialité des choix individuels soit respectée,
- que le jour de carence ne s'applique pas aux arrêts de travail qui feraient suite aux effets du vaccin.
- que tous les personnels qui le souhaitent puissent y avoir accès dès maintenant.

Pour autant, nous ne pouvons exclure la possibilité d'un confinement plus long avec un prolongement de la fermeture des écoles. Si tel est le cas, comment les écoles et établissements scolaires devront s'organiser pour prévenir les familles et continuer à assurer les CAM ? Par qui et comment seront-ils assurés ? Quelle communication sera prévue ? Ces questions ne doivent pas être envisagées à la

dernière minute, il en va de l'équilibre des directeurs et des chefs d'établissements qui sont déjà épuisés par les constantes adaptations de ces derniers mois et de ces derniers jours.

L'expérience nous questionne sur la capacité à « récupérer » en distanciel les élèves après les vacances. Nous avons tous pu noter un décrochage important lors du premier confinement. Ce décrochage nous inquiète pour la deuxième semaine de distanciel du second degré. Cette inquiétude augmente avec la possibilité d'un prolongement de l'école à la maison. Une vigilance toute particulière devra alors être apportée à ces élèves pour qu'ils ne connaissent pas un nouveau décrochage pour la deuxième année consécutive.

Le retour au distanciel à grande échelle remet aussi en avant les écueils du printemps dernier. Ces derniers jours, nombre de parents et professionnels ont dénoncé les dysfonctionnements des outils proposés par l'Education nationale (ENT, classe virtuelle, ...), ces mêmes dysfonctionnements que nous vous avons fait remonter la semaine dernière. Notre ministre semble chercher des excuses dans des cyber attaques, qui, si elles existent, ne peuvent à elles seules expliquer le peu d'évolution à ce niveau depuis le début de la crise sanitaire. La prime informatique qui prend tout son sens aujourd'hui, ne peut permettre aux enseignants de faire correctement leur travail si les outils qui sont mis à leur disposition ne fonctionnent pas. L'Unsa Education continue de dénoncer la mise à l'écart de certains personnels dans l'octroi de cette prime (CPE, enseignants d'EREA, professeurs documentalistes), alors même qu'ils sont de nouveau mobilisés auprès des élèves.

Face à ce nouveau confinement des adaptations pédagogiques sont nécessaires, en particulier en ce qui concerne les examens et toutes les formes d'évaluation. Pour l'Unsa Education, les épreuves terminales du DNB doivent être remplacées par la prise en compte du positionnement des élèves sur les domaines du socle. L'objectif est de concentrer la fin de l'année sur les apprentissages et le suivi individuel des élèves en évitant de bloquer les établissements pour l'organisation des examens, pendant les dernières semaines de l'année. De plus les dispositifs qui prennent du temps tels qu'év@lang et PIX et mettent en tension les établissements doivent être reportés à l'année prochaine.

Par ailleurs, l'Unsa Education réitère ses demandes de recrutements supplémentaires d'enseignants et d'AED pour la fin de l'année scolaire.

Ce CHSCT est aussi l'occasion de faire un premier bilan sur l'organisation de ces derniers jours.

Les décisions prises par le président de la République ont permis d'apporter une première réponse à la forte inquiétude de la communauté éducative face à l'épidémie. Ces mêmes décisions ont suspendu la désorganisation, vécue depuis plusieurs semaines dans les écoles et les établissements, provoquée par la multiplication des cas positifs chez les élèves, des fermetures de classes et des absences chez les personnels.

Néanmoins, faute de préparation, ces mesures ont ouvert une nouvelle période de forte tension avec la réorganisation engendrée, notamment, par la mise en œuvre de l'accueil des enfants dits « prioritaires » qui aurait dû être anticipée. Il a fallu 36h au gouvernement pour publier la liste des professions

prioritaires ! A croire que les mêmes erreurs se suivent et se répètent de confinement en confinement, épuisant toujours un peu plus les agents de l'Education Nationale.

36h sont nécessaires pour diffuser une liste et seulement 48h semblent convenir pour prévoir 1 à 2 semaines de distanciel. La temporalité ne semble pas la même entre le ministère de l'Education nationale et les établissements scolaires. C'est certes 24h de plus qu'au mois de mars 2020 mais encore bien trop peu pour beaucoup de nos collègues et particulièrement dans le second degré où chaque enseignant n'a pas toujours eu la possibilité de voir l'ensemble de leurs élèves.

Toutefois, l'Unsa Education vous remercie d'avoir préparé une communication rapide à destination des écoles et des familles pour l'organisation de cette semaine avec le peu d'éléments dont vous disposiez.

Nous souhaitons vous alerter sur la communication faite auprès des enseignants dans la mise en place des CAM. Si l'accueil des élèves doit être assuré, ce qui n'est pas à remettre en cause, les modalités de cet accueil doivent clairement être établies, pour l'ensemble des personnels, et notamment si le confinement doit se prolonger : organisation, sécurité, rémunération. S'il s'agit de volontariat, aucune pression ne doit être mise aux enseignants pour assurer cet accueil.

Pour conclure, l'Unsa Education regrette que le scénario finalement retenu par le gouvernement n'ait fait l'objet d'aucune discussion malgré les demandes répétées pour anticiper tous les cas de figure. Il aurait mérité une concertation préalable avec les représentants des personnels, des parents d'élèves et des collectivités. Si les discussions s'étaient tenues en amont, nous aurions pu envisager la préparation de ce nouveau confinement avec plus de sérénité.

Merci de votre attention